

Jeudi 27 juin 2013

Communiqué de presse

Emeric Bréhier, Secrétaire national à l'éducation
Yannick Trigrance, Secrétaire national adjoint à l'éducation

10 000 contrats aidés pour le second degré : la gauche construit, la droite dérape

Une fois de plus, une fois de trop, Jean-François Copé place le niveau de l'opposition au gouvernement de Jean-Marc Ayrault à un niveau indigne des attentes de nos concitoyens.

Alors que Vincent Peillon vient d'annoncer le fléchage de 10 000 contrats aidés en direction du second degré, sur les 30 000 contrats complémentaires engagés, l'UMP s'entête à n'envisager la question de l'éducation que par le seul prisme comptable.

Cette vision est à la fois erronée de ce point de vue et totalement stérile politiquement.

Sur le fond, ces contrats auront pour objectif d'apporter plus d'adultes et de sécurité dans les établissements, notamment les plus sensibles, en favorisant « les missions d'amélioration du climat scolaire ». Cette décision vient directement répondre aux conclusions de l'enquête menée par la délégation ministérielle chargée de la prévention et de la lutte contre les violences en milieu scolaire qui pointait, notamment, l'exposition plus importante des personnels des zones d'éducation prioritaire, les violences verbales dont sont parfois victimes les personnels du second degré ou encore les 22% de ce même personnel avouant ressentir une appréhension avant de prendre leur service.

Quant à la convocation du sérieux budgétaire par la droite, celle-ci n'a aucun sens venant de personnes qui ont laissé filer la dette publique de près de 600 milliards en 10 ans !

Le sérieux budgétaire, il y a ceux qui le convoquent, d'autres qui l'appliquent. Tout comme l'école : il y a ceux qui la méprisent pendant dix ans et ceux qui en font l'axe central de leur politique de redressement. C'est cela la différence entre un Nicolas Sarkozy qui a démantelé l'Ecole de la République et François Hollande qui a placé la réussite de chaque jeune au cœur de son projet de société.